

programme de conservation des terres, du sol et de l'eau. Voilà des questions très importantes, à ce moment de notre histoire économique. A plusieurs reprises, lors des sessions précédentes, j'ai demandé au ministre des Transports de songer à créer une politique nationale de l'eau ainsi qu'une administration nationale de l'eau. Voici un autre domaine vers lequel le ministre des Forêts devrait diriger ses pensées, car nous ne pouvons pas nous occuper tantôt d'une petite partie de nos vastes ressources, tantôt de l'autre. Il est temps de songer à une politique nationale de l'eau; il y va de l'intérêt des Canadiens, tant des régions rurales que de celles qui manquent d'eau.

Le ministre a signalé également l'importance des conséquences sociales et économiques dans les régions rurales et il a ajouté que la culture du sol ne constitue pas le seul problème rural. Il a parlé d'instruction. Il faut s'y arrêter. Je ne sais pas comment il peut étendre sa pensée jusqu'en ce domaine, étant donné la question constitutionnelle, mais je suis d'accord avec lui.

Dans son numéro du 6 mai, le *Daily Star* de Toronto publiait l'article suivant:

Lors d'une conférence des représentants de comités, tenue hier à l'hôtel Lord Simcoe, M. W. G. Rae...

Il s'agit d'un inspecteur d'écoles que je connais très bien et qui demeure dans ma ville.

...a imputé aux écoles rurales pauvres le blâme d'une bonne partie de la pauvreté des régions rurales.

L'étudiant ou l'écolier rural ne bénéficie sûrement pas des mêmes avantages que l'écolier urbain. Nous nous trouvons dans une situation ridicule, si nous voulons assurer le moindre développement des régions rurales. Si nous voulons dépenser 50 millions de dollars, en vertu du bill, nous devrions nous préoccuper de ce facteur. Vient ensuite l'aspect industriel.

● (7.30 p.m.)

Il y a un jour ou deux, l'un des partisans du gouvernement, le député d'York-Nord (M. Addison), s'enorgueillissait du prodigieux développement industriel de la ville de Toronto, face au lac.

C'est très bien; je le sais. J'y passe deux fois par semaine; mais ne pouvons-nous pas décentraliser un peu ce type d'industrie? Ne pouvons-nous pas aider ces gens afin qu'il y ait un avantage économique pour eux de déménager dans ces régions afin qu'elles prennent de l'expansion. Alors le système

[M. Winkler.]

d'enseignement prendra une expansion parallèle. Il servira la région rurale comme il sert la région urbaine, ce qui est impossible maintenant à cause de la conjoncture économique fléchissante. Je peux le prouver par le recensement de 1961 que j'ai sous les yeux. Je pourrais lire la liste et signaler un nombre de municipalités qui ont perdu de l'importance au cours de ces dix années. Je suis sûr que le ministre le sait, car lui aussi représente une région rurale. A mon sens, cela est la responsabilité du gouvernement. J'ai fait parti d'un gouvernement municipal et je sais ce que représentent les taxes municipales. Je simplifie peut-être trop, mais elles deviennent trop lourdes. L'unique solution est d'alléger le fardeau fiscal de ces municipalités.

Les gens sont là, en général, prêts à travailler et à faire n'importe quoi pourvu qu'il y ait un secteur à exploiter. Bien que la population de la circonscription ait augmenté, la dépopulation des campagnes s'explique très simplement par la migration des jeunes ruraux. Je l'ai déjà dit, et les partisans du gouvernement ont appuyé cette opinion. Presque tous les députés qui connaissent la situation dans les circonscriptions rurales vous diront que j'ai raison. Je demande au ministre de présenter des idées maintenant, et non dans cinq ou dix ans. Nous ne voulons pas attendre dix ans, lorsque nos enfants seront grands; nous voulons obtenir quelque chose pour nos jeunes maintenant, afin qu'ils s'intéressent encore à la région après avoir reçu une éducation complète et suffisante.

Pour étayer davantage l'opinion que j'ai émise ce soir, j'ai en main un article paru dans le *Telegram* de Toronto, en date du 6 mai 1966, il y a donc à peine quelques jours. A mon sens, cet article est fort significatif car il donne le compte rendu d'un discours d'un député libéral à l'Assemblée législative de l'Ontario, dont la circonscription confine à la mienne. Je veux parler de M. Ross Whicher, de Bruce, que je connais très bien. L'article s'intitule: «Accusation d'un député provincial: les cultivateurs crèvent de faim». En voici le texte:

M. Whicher a déclaré que le gouvernement provincial n'a rien fait pour empêcher que ces régions soient lentement étranglées. . .

Employant ensuite des expressions fortes, il ajoute:

«non seulement demandons-nous de l'aide...mais nous l'implorons».

C'est l'un des secteurs qu'on a désignés comme régions de marasme. C'est une région sous-développée et vraiment pauvre. La province d'Ontario compte d'autres régions semblables. M. Whicher a reçu l'appui de députés